« Economie politique de l'ordre monétaire en Iran, 1979-2005 », in : Frédéric Lordon, éd., *Conflits et pouvoir dans les institutions du capitalisme contemporain*. Paris, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 175-220.

Gilles Riaux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abstractairanica/38187>

DOI : 10.4000/abstractairanica.38187

ISSN : 1961-960X

Éditeur :

CNRS (UMR 7528 Mondes iraniens et indiens), Éditions de l'IFRI

Édition imprimée

Date de publication : 8 avril 2010

ISSN : 0240-8910

Référence électronique

Gilles Riaux, « Economie politique de l'ordre monétaire en Iran, 1979-2005 », in : Frédéric Lordon, éd., *Conflits et pouvoir dans les institutions du capitalisme contemporain*. Paris, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 175-220. », *Abstracta Iranica* [En ligne], Volume 30 | 2010, document 342, mis en ligne le 08 avril 2010, consulté le 29 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abstractairanica/38187> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abstractairanica.38187>

Ce document a été généré automatiquement le 29 septembre 2020.

Tous droits réservés

« Economie politique de l'ordre monétaire en Iran, 1979-2005 », in : Frédéric Lordon, éd., *Conflits et pouvoir dans les institutions du capitalisme contemporain*. Paris, Presses de Sciences Po, 2007, pp. 175-220.

Gilles Riaux

- 1 L'A. explore l'histoire monétaire de l'Iran post-révolutionnaire pour mettre en lumière les enchaînements qui conduisent l'ordre monétaire en place à renvoyer les reflets de l'ordre politique, et des multiples conflits qui s'y jouent. C'est donc à une relecture des trente dernières années de l'histoire iranienne que nous convie l'A. pour montrer que les détenteurs du pouvoir sur la monnaie ont exercé une influence considérable sur les évolutions économiques, mais aussi politiques et sociales du pays. Ainsi, est réintroduite une chronologie classique de l'Iran post-révolutionnaire articulée autour de la mort de l'ayatollah Khomeyni.
- 2 La première période s'organise autour d'un conflit d'intérêt majeur sur la monnaie entre deux pôles : le premier radical, domine le parlement et le gouvernement, et se montre hostile face aux excès du capitalisme, du fait de sa base sociale, constituée de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la fraction inférieure des classes moyennes ; le second s'appuie sur les *bāzārīs*, les grands propriétaires terriens et les industriels, pour défendre le fonctionnement du marché et la propriété privée. Elle conduit à la formation d'un compromis politique autour d'une norme monétaire duale, susceptible de satisfaire les intérêts divergents des deux groupes.

- 3 La seconde période est marquée par d'importants bouleversements et une redistribution/appropriation conjointe et massive des actifs et des pouvoirs. L'affaiblissement politique des radicaux et la mise en place de réformes économiques au début des années 1990 ont favorisé l'intronisation d'un régime de débiteurs, particulièrement favorables aux grands groupes industriels et financiers, notamment les fondations. Grâce à leur accès privilégié au crédit public, ces groupes ont pu emprunter des sommes colossales pour financer l'acquisition des droits des sociétés publiques en voie de privatisation. Il leur a aussi permis de créer de multiples sociétés financières pour mettre en place de nouveaux marchés de fonds de prêts. Ils ont ainsi étendu leur pouvoir d'influence sur l'ordre monétaire au détriment d'acteurs auparavant essentiels, qu'étaient la Banque centrale et les grands marchands du bazar. Une fois en position de force, ces groupes parviennent à faire basculer le régime monétaire vers un régime de créanciers, au tournant des années 2000. Ils sont désormais désireux de valoriser leurs importants capitaux acquis pendant la décennie précédente, grâce à une hausse des taux d'intérêt et en offrant leurs services à un Etat en quête de nouvelles sources de financement. Cette évolution du régime monétaire, de plus en plus indépendant du pouvoir politique, a de lourdes conséquences sociales et politiques. Elle entraîne un étranglement du crédit, qui est à l'origine d'une crise de liquidités pour la plupart des agents économiques. Ils sont de plus en plus contraints de se tourner vers le crédit informel pour se financer, dans des conditions désavantageuses. C'est à cette aune que l'A. propose d'interpréter la victoire de Ahmadinejad aux présidentielles de 2005 : elle serait la manifestation d'un rejet de l'ancienne classe politique par une population indignée d'être tenue en dehors du régime monétaire officiel.
- 4 Cet article a l'immense avantage de proposer un éclairage neuf sur l'Iran post-révolutionnaire à partir d'une perspective de régime monétaire. Elle permet d'identifier des logiques qui sous-tendent les conflits et leur résolution entre les différentes factions qui tiennent les rênes du pouvoir en République islamique. On peut néanmoins regretter que l'A. n'aille pas plus loin dans ces conclusions pour mettre plus concrètement en évidence les effets du monétaire sur le politique.

INDEX

Thèmes : 14.1. Iran

AUTEURS

GILLES RIAUX

Paris